

Partie B

B2 Dispositions de l'appel d'offres

Assetmanagement nextGen
Enregistrement de la structure des bâtiments et
stratégie de maintenance

Bâtiment CFF Infrastructure

Table de matières

1.	Déroulement de la procédure	3
1.1	Type de procédure	3
1.2	Calendrier	3
1.3	Échéances importantes au cours du traitement des offres.....	3
2.	Dispositions générales	4
2.1	Division du marché en lots, offres partielles, variantes, types de prix	4
2.2	Communautés de mandataires, sous-mandataires	4
2.3	Séances et coordination.....	4
2.4	Confidentialité, Préimplication, conflit d'intérêt	5
2.5	Accès sur et aux abords des voies	6
3.	Évaluation de l'offre	7
3.1	Examen formel.....	7
3.2	Critères de qualification.....	7
3.3	Critères impératifs d'exigences minimales.....	7
3.4	Critères d'adjudication.....	8
3.5	Rectification des offres	11
4.	Présentation de l'offre	12
4.1	Conditions	12
4.2	Exigences formelles	12

1. Déroulement de la procédure

1.1 Type de procédure

Procédure ouverte

1.2 Calendrier

Le déroulement de la procédure respecte le calendrier prévisionnel suivant:

Déroulement	Date
Publication sur SIMAP	26.07.2021
Dépôt des questions écrites	11.08.2021
Réponses aux questions à partir de	16.08.2021
Dépôt de l'offre	06.09.2021
Date prévue pour les rectifications (le cas échéant)	11. – 15.10.2021
Date prévue d'adjudication	mi-novembre 2021
Début prévu du mandat	mi-janvier 2022

1.3 Échéances importantes au cours du traitement des offres

1.3.1 Visite des lieux

Pas de visite des lieux prévue.

1.3.2 Informations (Questions - Réponses)

Les questions relatives à l'appel d'offres doivent être formulées par écrit sur le forum du site www.simap.ch. Les réponses aux questions seront mises à disposition de tous les fournisseurs (sans mention d'origine). Aucune information ne sera donnée par téléphone ou verbalement.

2. Dispositions générales

2.1 Division du marché en lots, offres partielles, variantes, types de prix

2.1.1 Répartition en lots

Aucune division du mandat en lots n'est prévue.

2.1.2 Offres partielles

Les offres partielles ne sont pas admises.

2.1.3 Variantes

Les variantes ne sont pas admises.

2.1.4 Types de prix

- Les types de prix différents de ceux indiqués dans l'appel d'offres, notamment les forfaits ou forfaits partiels, ne sont pas autorisés.
- Les plans de paiement sont également permis. Ils ne sont pas considérés explicitement comme d'autres types de prix.
- En cas d'offre de rabais sous forme de montant forfaitaire, le rabais forfaitaire sera déduit sous forme de pourcentage proportionnel lors de chaque facture, ce pourcentage sera également appliqué lors d'éventuels avenants.

2.2 Communautés de mandataires, sous-mandataires

2.2.1 Communautés de mandataires

Les membres d'une communauté de mandataires forment une société simple et doivent en confier le pilotage à une entreprise. Ils sont solidairement responsables. La composition d'une communauté de mandataires ne doit pas être modifiée une fois les offres et ce jusqu'à l'adjudication.

Chaque soumissionnaire peut déposer une offre seul ou avec d'autres entreprises au sein d'une communauté de mandataires; la candidature d'une entreprise en tant que membre d'une communauté dans plus d'une communauté de mandataires n'est pas autorisée.

Toutefois, une entreprise peut faire partie d'une communauté de mandataires et participer à d'autres communautés de mandataires en tant qu'entreprise sous-traitante.

Les communautés de mandataires peuvent:

- ouvrir un propre compte, sur lequel CFF SA peut effectuer leurs paiements avec effet libératoire. Dans la mesure du possible, la désignation et le numéro du compte doivent être indiqués dans l'offre, ou au plus tard avant la finalisation du contrat.
- demander un n° de TVA propre auprès de l'Administration fédérale des contributions, division de la TVA. CFF SA exige la confirmation de l'enregistrement du consortium au registre des contribuables et la communication du n° de TVA dans un délai d'un mois après la signature du contrat.

A défaut de fourniture des justificatifs / données requises, et en cas de retard de paiement en découlant, les éventuelles pertes d'escompte sont à la charge du soumissionnaire.

2.2.2 Sous-mandataires

Les sous-mandataires sont autorisés.

Dans la partie F1 Offre, il faut spécifier les principales activités des sous-mandataires pour que le maître d'ouvrage dispose d'un aperçu des prestations en sous-traitance.

2.3 Séances et coordination

Le soumissionnaire doit prévoir toutes les séances qu'il estime nécessaire pour mener à bien le projet. CFF SA prévoit la grille des réunions suivante:

Séances					Maître d'ouvrage			Planificateur	
Type	Type de séance	Fréquence	Durée	Lieu	CProg	PFM	RP	REP	CC
A	Réunion avec le responsable de l'ensemble du projet	2 fois par mois	2 h	Site: bureau CFF	♦X	X	X	X	X
B	Reporting de programme de la direction de programme et du maître d'ouvrage	6 fois par an	2 h	Site: bureau CFF	♦X	X	X	X	(X)

♦X	Présidence	CProg	chef de programme
X	Participation impérative	PFM	gestionnaire de portefeuille
(X)	Participation selon besoin	RP	représentant du propriétaire
		REP	responsable de l'ensemble du projet
		CC	collaborateur compétent

Le traitement des sûretés, ainsi que la coordination avec des entreprises tierces et les prestations CFF ont lieu au cours des réunions B et C dans la langue officielle du chantier.

2.4 Confidentialité, Préimplication, conflit d'intérêt

2.4.1 Confidentialité

Les documents et informations fournis par le soumissionnaire sont utilisés exclusivement dans le cadre de la procédure de sélection en cours. Ils sont traités de manière confidentielle. Les documents ne sont pas restitués au soumissionnaire au terme du processus d'acquisition.

2.4.2 Préimplication

L'entreprise pom+Consulting AG à 8005 Zurich participant à l'élaboration de la stratégie de maintien en état et de maintenance, elle n'est donc pas admise à la présente procédure en raison de sa préimplication.

2.4.3 Conflit d'intérêt

CFF SA relève que les soumissionnaires qui prennent (ou ont pris) part à l'étude / la conception d'un projet de construction / de réalisation (projet de construction / concept général, documents d'appel d'offres techniques et financiers) seront dans certains cas en raison d'une préimplication exclus d'un éventuel appel d'offres pour la phase de réalisation. Les sociétés au sein desquelles le soumissionnaire détient des participations sont soumises au même traitement. L'entreprise détenant une participation dans une société travaillant sur une étude de projet et/ou réalisant un projet devra le signaler à CFF SA.

Dans le cas où le mandataire / entrepreneur détient une participation dans une société, il devra introduire des mesures pour éviter tout conflit d'intérêt et les communiquer par écrit à CFF SA.

Ces mesures doivent être citées et expliquées dans un chapitre de l'offre, partie F1 Offre des documents de l'appel d'offres.

2.5 Accès sur et aux abords des voies

Il est interdit d'accéder sur et aux abords des voies des installations ferroviaires lors du traitement de l'offre. Toute visite doit être convenue au préalable avec la direction de projet de CFF SA, qui définira également les mesures de sécurité requises à cet égard.

3. Évaluation de l'offre

3.1 Examen formel

Le soumissionnaire est tenu de remettre une offre exhaustive reposant sur les documents de l'appel d'offres. Seules les offres complètes, dûment signées et présentées dans les délais sont admises à participer à la procédure d'évaluation.

3.2 Critères de qualification

L'évaluation de la qualification se fonde sur les critères de qualification (Q) impératifs suivants:

Critère impératif	Preuves/Confirmations (à justifier dans la partie F1 Offre)
Q1: Capacité suffisante en personnel et en moyens techniques	J1 1 référence de projet présentant une complexité et des tâches comparables au cours des dix dernières années pour le secteur suivant: <ul style="list-style-type: none"> – Direction générale génie civil/architecture <p>Le projet de référence doit être terminés ou avoir été réalisés en grande partie.</p>
Q2: Rapport approprié entre la valeur du marché par an et le chiffre d'affaires annuel dans le domaine mis en soumission de l'entreprise concernée (à savoir la catégorie de construction en fonction du projet) (max. 30%)	J2 Déclaration du chiffre d'affaires des trois dernières années dans le(s) domaine(s) mis en soumission.

3.3 Critères impératifs d'exigences minimales

L'offre doit impérativement remplir les exigences minimales (EM) ci-dessous, faute de quoi elle ne sera pas prise en compte dans l'évaluation.

Exigence minimale	Justificatifs (à justifier dans la partie F1 Offre)
EM1: Qualification suffisante et disponibilité de chaque personne clé prévue. Sont considérées comme personnes clés: <ul style="list-style-type: none"> – Responsable de l'ensemble du projet – Personne compétente en matière de construction 1 – Personne compétente en matière de construction 2 – Personne compétente en matière de construction 3 – Personne compétente en matière de construction 4 	J3 Pour chaque personne clé J3.1 Responsable de l'ensemble du projet J3.2 Personne compétente en matière de construction 1 J3.3 Personne compétente en matière de construction 2 J3.4 Personne compétente en matière de construction 3 J3.5 Personne compétente en matière de construction 4 il y a lieu de fournir les preuves suivantes: <ul style="list-style-type: none"> – Indication sur la formation et l'expérience professionnelle du personnel clé prévu. – Justificatif de la disponibilité des personnes clés pour les volumes de mandats annuels – 1 référence d'un projet réalisé au cours des 10 dernières années et comparable sur le plan de la taille, de la complexité et des attributions du

	<p>personnel clé impliqué. La référence fournie doit indiquer, pour l'essentiel, la fonction, les tâches principales et l'expérience acquise. Les projets de référence doivent être terminés ou avoir été réalisés en grande partie. Si la référence exigée provient d'un sous-mandataire, le soumissionnaire doit joindre une attestation de ce dernier confirmant que celui-ci exécutera les prestations en cas d'adjudication.</p> <p>– Connaissances linguistiques D</p>
--	--

3.4 Critères d'adjudication

3.4.1 Contrôle des critères d'adjudication

L'offre est évaluée à partir des critères d'adjudication (A) ci-après.

Critère d'adjudication	Pondération	Points max.	Justificatifs (à justifier dans la partie F1 Offre)
<p>A1: * Qualification et disponibilité pour chaque personne clé prévue.</p> <p>Sont considérées comme personnes clés:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Responsable de l'ensemble du projet – Personne compétente en matière de construction 1 – Personne compétente en matière de construction 2 – Personne compétente en matière de construction 3 – Personne compétente en matière de construction 4 	<p>(40%)</p> <p>8%</p> <p>8%</p> <p>8%</p> <p>8%</p> <p>8%</p>	<p>(200)</p> <p>40</p> <p>40</p> <p>40</p> <p>40</p> <p>40</p>	<p>Les preuves suivantes s'appliquent à l'exception des compétences linguistiques demandées qui ne sont pas évaluées ici:</p> <p>J3.1</p> <p>J3.2</p> <p>J3.3</p> <p>J3.4</p> <p>J3.5</p>
<p>A2: Exécution du mandat et organisation au sein du groupe de projet</p>	20%	100	<p>J4</p> <p>J4.1 Présentation de la structure de l'organisation et de la taille du groupe de projet à l'aide d'un organigramme</p> <p>J4.2 Description de l'exécution prévue du mandat au sein du groupe de projet</p> <p>J4.3 Présentation des mesures internes pour garantir une qualité constante des mandats au sein du groupe de projet</p>

A3: Offre de prestations plausible	10%	50	J5 J5.1 Répartition par catégorie d'honoraires de la structure quantitative d'heures prescrite par le maître d'ouvrage pour les personnes clés et les autres catégories d'honoraires. En outre, une prise de position sur la répartition prévue doit être remise.
Répartition appropriée des heures de travail définies par les CFF avec une répartition adaptée au mandat entre les personnes clés et les autres catégories d'honoraires			
Le maître d'ouvrage exige qu'une partie raisonnable des travaux soit exécutée par les personnes clés.			
A4: Prix	30%	150	J6 Prix de l'offre
Total	100%	500	

3.4.2 Évaluation des critères d'adjudication qualitatifs (A1 à A3)

L'évaluation des critères d'adjudication qualitatifs s'effectue comme suit:

Note	Degré de satisfaction des critères	Données et réalisation
1.0	Très mauvais	Données insuffisantes
2.0	Mauvais	Données sans rapport suffisant avec le projet
3.0	Normal, moyen	Données de qualité moyenne, conformes aux exigences de l'appel d'offres.
4.0	Bon	Données de bonne qualité
5.0	Très bon	Données d'excellente qualité, offre hautement novatrice

Pour le critère marqué d'une * dans le tableau des critères d'adjudication, seule une note de 3 à 5 est attribuée, car un niveau de qualité minimal (= note 3) est garanti par les «exigences minimales pour la prestation à fournir» ci-avant.

Pour autant que CFF SA accepte les réserves commerciales, techniques, de processus ou juridiques du soumissionnaire, celles-ci seront quantifiées et intégrées au prix de l'offre en vue de la comparaison des offres reçues.

Prise en compte des frais supplémentaires et des économies : Si une offre conduit, dans le cadre de son exécution, à des modifications des frais incombant aux tiers et au maître d'ouvrage (trains de chantier, personnel, sécurité, livraisons, frais de projet, direction des travaux, etc.), ces frais supplémentaires et ces économies seront ajoutés ou déduits de la somme due afin de permettre la comparaison des offres.

La note multipliée par la pondération correspondante donne le nombre de points pour le critère qualitatif d'adjudication respectif.

3.4.3 Évaluation du prix (A4)

L'offre présentant le prix le plus bas obtient le maximum de points. Les offres qui dépassent de +100% le prix le plus bas obtiennent 0 points. L'attribution des points au sein de cette marge de fluctuation est effectuée de manière linéaire.

Pour l'attribution des points, on utilise la formule ci-après. Chaque valeur est arrondie commercialement par le bas ou par le haut au point entier.

$$\text{Points} = M * \left[\frac{P_{\max} - P}{P_{\max} - P_{\text{best}}} \right]$$

Légende:

- M = Nombre maximum de points à attribuer
- P = Prix de l'offre à évaluer
- Pbest = Prix de l'offre la plus avantageuse
- Pmax = Prix au niveau duquel la courbe de valeur coupe le point zéro [Pbest*(2.0)]

Exemple de calcul

Maximum de points se rapportant au prix pour une pondération du prix de 30% = 150 points

- L'offre du soumissionnaire A s'élève au total à CHF 5 300 000.– (= prix le plus élevé).
- L'offre du soumissionnaire B s'élève au total à CHF 3 500 000.–.
- L'offre du soumissionnaire C s'élève au total à CHF 2 600 000.– (= prix le plus bas/Pbest).

Pmax = Pbest x 2.0 = CHF 5 200 000.–.

Il en résulte l'attribution de points suivante:

- Le soumissionnaire A obtient 0 point: P > Pmax (dépassement de la marge de fluctuation)
- Le soumissionnaire B obtient 98 points [150 x (5 200 000 - 3 500 000) / (5 200 000 - 2 600 000)]
- Le soumissionnaire C obtient 150 points [150 x (5 200 000 - 2 600 000) / (5 200 000 - 2 600 000)]

3.4.4 Rentabilité globale

Le marché est adjugé à l'auteur de l'offre ayant obtenu le plus grand nombre de points. Si plusieurs offres présentent, après l'évaluation, le même nombre de points, le marché est adjugé au soumissionnaire qui propose le plus grand nombre de places d'apprentissage par rapport à son effectif.

CFF SA se réserve le droit d'inviter les soumissionnaires à une présentation visant à établir la pertinence de l'évaluation. Les soumissionnaires ne peuvent pas prétendre à une telle invitation.

3.4.5 Autorisations et crédit

L'adjudication dépend de l'octroi de toutes les autorisations nécessaires à l'exécution des travaux ainsi qu'à l'approbation du crédit par l'organe compétent de CFF SA.

3.4.6 Autres documents à remettre ultérieurement

Au cours de l'évaluation des offres, CFF SA se réserve le droit d'exiger des documents complémentaires tels que:

- Extrait du registre du commerce
- Extrait de la caisse de compensation (AVS, AI, AC)
- Attestation SUVA
- Assurance LPP
- Attestation de conformité fiscale
- Indications concernant les places de formation offertes
- Autres documents selon annexe 3 OMP.

3.4.7 Langue de la procédure et langue de projet

Dans le cadre du présent appel d'offres, les publications des CFF sur www.simap.ch et les documents d'appel d'offres sont en allemand, italien et en français (langue officielle du lieu où est prévue la construction).

Les soumissionnaires est autorisé à remettre leur offre et à poser leurs questions en tout ou partie dans l'une des trois langues officielles de la Suisse (allemand, français et italien).

En cas de contradiction entre les versions linguistiques des publications des CFF, les publications en allemand font foi. La langue de la procédure (p.ex. pour les réponses aux questions et dans le cadre des rectifications) est le allemand.

Les interlocuteurs du mandataire auprès des CFF ou des intervenants tiers devront parler couramment le allemand comme langue de projet et tous les documents de projet (rapports, plans, soumissions, rendus intermédiaires, etc.) ainsi que toute la correspondance de projet doivent être établis dans un allemand irréprochable.

3.5 Rectification des offres

Les prix des offres pourront être adaptés par le soumissionnaire sur demande du pouvoir adjudicateur dans le seul cadre d'une rectification effectuée soit parce qu'aucun autre moyen ne permet de clarifier l'objet du marché ou les offres ou de rendre les offres objectivement comparables sur la base des critères d'adjudication, soit parce que des modifications des prestations sont objectivement et matériellement nécessaires ; dans ce dernier cas, l'objet du marché, les critères et les spécifications ne peuvent pas être adaptés de manière telle que la prestation caractéristique ou le cercle des soumissionnaires potentiels s'en trouvent modifiés.

4. Présentation de l'offre

4.1 Conditions

L'offre doit être présentée au moyen des formulaires (partie F des documents de l'appel d'offres) en deux exemplaires. Les documents complémentaires à remettre sont décrits à la partie F1 Offre des présents documents d'appel d'offres.

En outre, l'ensemble de l'offre doit être remis sous forme électronique au format PDF (clé USB). En cas de divergences, les documents de l'offre remis sur papier font foi.

Les offres doivent être rédigées dans l'une des trois langues officielles de la Suisse (allemand, français et italien) et libellées en CHF, puis envoyées à l'adresse suivante:

Schweizerische Bundesbahnen SBB
Einkauf Infrastruktur, Bauprojekte
Region Ost
Frau Andrea Meisinger
Vulkanplatz 11 / Postfach
8048 Zürich

La validité de l'offre est de six mois à partir de la date limite de réception des offres. Le soumissionnaire n'est pas dédommagé en échange de son offre.

4.2 Exigences formelles

Est déterminant le timbre ou le code-barres d'un office postal suisse (en cas d'utilisation de marques d'affranchissement d'entreprises et/ou timbres électroniques le cachet de la poste est obligatoire), respectivement, pour les candidats étrangers, le récépissé d'une représentation diplomatique ou consulaire suisse. Si les soumissionnaires remettent leur offre à une représentation diplomatique ou consulaire suisse à l'étranger, les soumissionnaires doivent envoyer à CFF SA par e-mail (andrea.meisinger@sbb.ch), dans le délai imparti pour la remise des offres, un accusé de réception de la représentation correspondante. Les offres ne peuvent pas être remises personnellement, respectivement ne seront pas acceptées sur place.

Sur l'enveloppe, inscrire les mentions suivantes:

«NE PAS OUVRIR – RV Assetmanagement nextGen»